

Unité départementale du Val-de-Marne
Service Risques et Installations Classées
12-14 rue des Archives
94000 CRÉTEIL

Créteil, le 12/12/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2024

Contexte et constats

publié sur 
ECOPUR

89 ROUTE DU MOULIN BÂTEAU
94380 Bonneuil-sur-Marne

Références : DRIEAT/UD94/PADVME/YBC/2024/N°484

Code AIOT : 0007402709

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2024 dans l'établissement ECOPUR implanté 89 ROUTE DU MOULIN BÂTEAU 94380 Bonneuil-sur-Marne.

La visite d'inspection du 19 novembre 2024 a été réalisée dans le cadre d'un contrôle inopiné de la qualité des rejets d'eaux pluviales du site.

Par ailleurs, par courrier du 31 juillet 2023, l'inspection a informé la société ECOPUR que les installations qu'elle exploite au 89 route du moulin bateau étant classée sous la rubrique 2790 [A] , elles relèvent des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per-et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des ICPE relevant du régime de l'autorisation.

Ce courrier demandait à l'exploitant de réaliser une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS dans les rejets aqueux de son établissement.

Au jour de l'inspection, aucune campagne n'avait été transmise à l'inspection.

Cette visite avait également pour objectif de constater la réalisation de cette campagne par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOPUR
- 89 ROUTE DU MOULIN BÂTEAU 94380 Bonneuil-sur-Marne
- Code AIOT : 0007402709 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐

- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

La société ECOPUR (groupe SARP rattaché à VEOLIA) est spécialisée dans le traitement et la valorisation des déchets sableux et déchets gras d'assainissement. La société exploite un centre de traitement de déchets d'assainissement situé dans la zone industrielle du port de Bonneuil au 89, rue du Moulin Bateau.

Les déchets sableux reçus sur le site sont des sédiments d'assainissement provenant principalement des boues de curage des réseaux, du balayage des voiries, etc.

Ces déchets sont traités par le procédé ECOSABLE. Le traitement comprend des opérations de criblage, d'hydro-cyclonage, d'hydro-flottation, de floculation, de décantation statique. Le sable ainsi obtenu peut être valorisé en technique routière (remblais, voirie...). La capacité de cette filière est de 50000t/an.

Les déchets gras reçus sur le site proviennent des bacs à graisse des restaurants, des cantines ainsi que des stations d'épuration. Ces déchets sont traités par le procédé LIPOVAL. Le traitement comprend des opérations de dégrillage, de traitement thermique puis éventuellement de centrifugation.

Les eaux usées issues de ces deux procédés (ECOSABLE et LIPOVAL) sont traitées dans une station interne par un réacteur biologique de type boues activées puis par un clarificateur.

Les boues produites par la station d'épuration sont déshydratées. Les eaux épurées sont rejetées au réseau d'eaux usées du port, qui est relié à la station d'épuration (STEP) de Valenton.

L'établissement reçoit en moyenne 50 camions par jour entre 6h et 20h (sauf le samedi/dimanche et jours fériés).

L'établissement est classé administrativement sous les rubriques suivantes de la nomenclature:

2240-A [A], 2718-1 [A], 2790 [A], 2791-1 [A], 2716-1 [E], 2910-A-2 [DC].

Les installations sont notamment réglementées par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18/12/2008 ;
- l'arrêté ministériel du 6 avril 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois)

ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux appareils de combustion, consommant du biogaz produit par des installations de méthanisation classées sous la rubrique n° 2781-1, inclus dans une installation de combustion classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2910.

Contexte de l'inspection : Actions nationales 2024

Thèmes de l'inspection : AN24 PFAS

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective	4 Mois
4	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Lors de la visite du 19/11/2024, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas réalisé les 3 campagnes de mesure des substances PFAS au point de rejet des eaux pluviales. De plus, les résultats obtenus n'ont pas été transmis à l'inspection des installations classées via le logiciel GIDAF.

Monsieur le Préfet

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	
Thème(s) : Actions nationales 2024 Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS	
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.	
Constats : L'exploitant a établi la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024 Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

L'installation dispose de 3 point de rejets sur son site :

- eaux domestiques ;
- eaux usées ;
- eaux pluviales.

L'exploitant a réalisé trois campagnes d'analyse les 17/01, 07/02 et 11/03/2024 des substances PFAS sur le point de rejet des eaux usées.

L'exploitant n'a pas réalisé l'analyse du point de rejet des eaux pluviales alors que les eaux pluviales qui transitent sur le site sont susceptibles d'être polluées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser les 3 campagnes de mesure des substances PFAS sur le point de rejet des eaux pluviales détaillées dans l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 en prenant également les substances PFAS mentionnée dans la liste établie selon les dispositions prévues à l'article 2 du même arrêté.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 Mois

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024 Accréditation des organismes mandatés

Prescription contrôlée :

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances PFAS ont été réalisées par un laboratoire agréé.


Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 4 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4		
Thème(s) : Actions nationales 2024 Restitution des résultats sur GIDAF		
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.		
Constats : L'exploitant n'a pas transmis les résultats commentés des campagnes d'analyse via l'application GIDAF.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre les résultats commentés des campagnes d'analyse via l'application GIDAF.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective		
Proposition de délais : 1 Mois		